

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

du Conseil Municipal de la Commune de DOUCHY-LES-MINES

Date de la Convocation : 15 octobre 2021

Date d'affichage : 15 octobre 2021

<b>OBJET :</b>	<b>Attribution de compensation communale révisée par délibération du Conseil Communautaire du 20 septembre 2021 conformément au rapport de la Commission Locale des Transferts de Charges du 22 avril 2021</b>
----------------	--

L'an deux mille vingt et un, le vingt-et-un octobre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de Douchy-les Mines s'est réuni à titre exceptionnel au Forum de l'Imaginaire, sous la présidence de Monsieur Michel VENIAT, Maire de la Commune, suite à la convocation qui lui a été faite cinq jours à l'avance, laquelle convocation a été affichée à la porte de la Mairie conformément à la loi.

<b>Présents :</b>	Michel VENIAT, Alexandra PULLIAT, Romain MERVILLE, Régine GUILAIN, Francis WOJTOWICZ, Rossana CARLIER, André CROMBEZ, Danielle CHOTEAU, Daniel TISON, Catherine ESTAQUET, Jean- Luc BALASSE, Bénédicte GOSSE, Yves PETIT, Patrick ZIATKOWSKI, Florence CARBOULET, Béatrice BOUDRY, Régis FASSART, Laurence SALVA, Guillaume LECARPENTIER, Emmanuelle EGELE, Eddy BRAHMA, Mathilde LARGILLET, Sami JOURNET, Michelle BLEUSE, Thomas OMIETANSKI, Caroline VARLET, Virginie CARLIER, Marie-José GUILLAUME
<b>Absents ayant donné pouvoir :</b>	Mr JOHN a donné procuration à Me CARLIER R. Me DUBOIS a donné procuration à Mr VENIAT Mr SOUMARE a donné procuration à Me CARBOULET
<b>Absents :</b>	Coraline KULCZYCKI, Cédric NOULIN
<b>Secrétaire de séance :</b>	Florance CARBOULET

<b>Nombre de</b>	<b>En exercice :</b>	<b>33</b>	<b>Vote :</b>	<b>Pour :</b>	<b>28 + 3P / 31</b>
<b>Conseillers</b>	<b>Présents :</b>	<b>28</b>		<b>Contre :</b>	<b>0 / 31</b>
<b>Municipaux :</b>	<b>Votants :</b>	<b>28 + 3 pouvoirs</b>		<b>Abstentions :</b>	<b>0 / 31</b>

### Présentation :

Par délibération du 20 septembre 2021, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut a révisé les attributions de compensation individuelles communales en conformité avec le rapport d'évaluation des transferts de charges du 22 avril 2021, et dans le cadre du pacte de solidarité communautaire.

L'évaluation selon la méthode dérogatoire des transferts de charges liés aux transferts de compétences eau, assainissement et eaux pluviales urbaines d'une part, et aux restitutions des charges antérieurement déduites au titre des ordures ménagères et du transport public de voyageur, impose que chaque Conseil Municipal approuve par délibération le montant individuel de l'attribution de compensation qui en découle et qui a été approuvé globalement par le Conseil de Communauté le 20 septembre 2021.

Ainsi, la commune percevra à compter de 2021 une attribution de compensation de **82.359,36 €** en lieu et place des **69.207,80 €** envisagés, soit un supplément de **13.151,56 €**.

### Délibération :

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu le Code Général des Impôts ;
- Vu le pacte de solidarité communautaire du 12 avril 2021 ;
- Vu la délibération n° 2021-06-04-D-08 du Conseil Municipal en date du 4 juin 2021 approuvant le rapport de la Commission Locale des Transferts de Charges du 22 avril 2021 ;

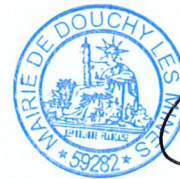
Vu la délibération du 20 septembre 2021 du Conseil Communautaire révisant les attributions de compensation individuelles communales en conformité avec le rapport d'évaluation des transferts de charges du 22 avril 2021, et dans le cadre du pacte de solidarité communautaire ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

**APPROUVE** l'attribution de compensation révisée telle qu'elle figure à l'annexe de la délibération du Conseil Communautaire de la Porte du Hainaut en date du 20 septembre 2021, soit **82.359,36 €**.

Fait et voté en séance les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme,



Le Maire,

*Michel Veniat*  
**Michel VENIAT**

*Délibération rendue exécutoire  
par sa transmission au représentant de l'Etat en date du .....  
par sa publication en date du .....*

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication.*